

Liste des promesses non tenues*

(Classement par ordre alphabétique de domaine)

Campagne: Législatives 1997

Formation : Parti Socialiste

| Domaine | Identifiant | Substance | Libellé original |
|------------------------------------|-------------|---|--|
| Consommation | 296 | Alléger la TVA sur les produits de première nécessité | I. CHANGEONS LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE. 6. Rendre l'impôt plus juste. Baisser la TVA, relever l'ISF. Pour augmenter le pouvoir d'achat en diminuant les prélèvements qui pèsent sur les salaires et sur les petites retraites, une CSG élargie et réformée sera substituée à toutes les cotisations salariales maladie, dans des conditions qui profiteront à l'immense majorité des retraités. Pour favoriser l'emploi, nous diminuerons les prélèvements sociaux pesant sur le travail. Nous modifierons progressivement l'assiette d'une partie des cotisations patronales, en les faisant reposer sur l'ensemble de la richesse produite par les entreprises et non sur le seul travail. De même, la part de la taxe professionnelle pesant sur les salaires sera réduite. Nous allégerons la TVA sur les produits de première nécessité et accroîtrons le dégrèvement social de la taxe d'habitation, afin de concentrer les baisses d'impôts sur les revenus modestes et moyens. Nous instaurerons une contribution plus juste du capital à la solidarité nationale en relevant le barème de l'Impôt de Solidarité sur la Fortune. Enfin nous lutterons efficacement contre la fraude fiscale. |
| Culture | 330 | Soutenir le développement des chaînes thématiques développées grâce à la technologie numérique | I. CHANGEONS LA VIE QUOTIDIENNE DES FRANÇAIS. 7. Assurer notre rayonnement culturel. Nous porterons le budget de la culture à 1% du budget de l'Etat. Nous maintiendrons un service public fort, diversifié et accessible à tous et soutiendrons le développement des chaînes thématiques développées grâce à la technologie numérique. |
| Educat. Nat., Ens. Sup., Recherche | 288 | Aller vers l'objectif de 2,5% du PIB pour le budget national de la recherche. | I. CHANGEONS LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE. 4. Gagner la bataille de l'intelligence. 2,5 % du PIB pour la recherche. Préparer l'avenir, c'est s'engager résolument dans la grande compétition économique et culturelle de demain. L'intelligence sera à la fois l'enjeu et la richesse du XXI ^e siècle. Les produits intellectuels sont désormais des objets de compétition internationale. L'Europe ne doit pas perdre la bataille de l'intelligence. Préparer l'avenir, être moderne, ce n'est pas penser l'économie uniquement en termes de monnaie ou de fiscalité; c'est penser que la richesse de demain sera fondée sur l'innovation scientifique et l'initiative technologique. Construire l'Université du futur. Non seulement nous reprendrons l'effort ralenti par la droite, mais nous l'amplifierons. La formation en alternance sera petit à petit mise en place. Les formations générale et professionnelle seront étroitement associées. Enfin, nous ferons éclore la grande université européenne de demain. Relancer l'effort de recherche. Cet effort est indispensable pour le développement d'un pays moderne. Nous devons aller vers l'objectif de 2,5% du PIB pour le budget national de la recherche. Relever le défi culturel et audiovisuel. Pour endiguer l'hégémonie culturelle et technologique des Etats-Unis, la France et l'Europe doivent mobiliser tous leurs moyens de création, de production et de diffusion. |
| Educat. Nat., Ens. Sup., Recherche | 317 | Adapter les rythmes scolaires au niveau de la commune ou du groupement de communes, dans le cadre d'options définies nationalement. | II. CHANGEONS LA VIE QUOTIDIENNE DES FRANÇAIS. 4. Rétablir la priorité à l'Éducation. Première priorité budgétaire. Nous proposons d'adapter les rythmes scolaires au niveau de la commune ou du groupement de communes - dans le cadre d'options définies nationalement. |
| Emploi, Travail et Insertion Prof. | 286 | Ramener progressivement la durée légale du temps de travail de 39 heures à 35 heures, sans diminution de salaire | I. CHANGEONS LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE. 2. Réduire la durée du temps de travail 39 h à 35 h. Aujourd'hui, la machine permet des gains énormes de productivité, dont l'Homme doit bénéficier. Nous proposons de ramener progressivement la durée légale du temps de travail de 39 heures à 35 heures, sans diminution de salaire. Cela se fera par la négociation entre partenaires sociaux, l'Etat ayant pour rôle de donner le cap et de fixer le calendrier. Une loi-cadre, qui aura également pour objet de lutter contre les horaires abusifs et les heures supplémentaires, donnera l'impulsion à ce mouvement historique. |

Liste des promesses non tenues*

(Classement par ordre alphabétique de domaine)

Campagne: Législatives 1997

Formation : Parti Socialiste

| Domaine | Identifiant | Substance | Libellé original |
|------------------------------------|-------------|--|---|
| Emploi, Travail et Insertion Prof. | 289 | Mettre en place progressivement la formation en alternance | I. CHANGEONS LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE.4. Gagner la bataille de l'intelligence.2,5 % du PIB pour la recherche□Préparer l'avenir, c'est s'engager résolument dans la grande compétition économique et culturelle de demain. L'intelligence sera à la fois l'enjeu et la richesse du XXIe siècle. Les produits intellectuels sont désormais des objets de compétition internationale. L'Europe ne doit pas perdre la bataille de l'intelligence. Préparer l'avenir, être moderne, ce n'est pas penser l'économie uniquement en termes de monnaie ou de fiscalité; c'est penser que la richesse de demain sera fondée sur l'innovation scientifique et l'initiative technologique.□Construire l'Université du futur. Non seulement nous reprendrons l'effort ralenti par la droite, mais nous l'amplifierons. La formation en alternance sera petit à petit mise en place. Les formations générale et professionnelle seront étroitement associées. Enfin, nous ferons éclore la grande université européenne de demain.□Relancer l'effort de recherche. Cet effort est indispensable pour le développement d'un pays moderne. Nous devons aller vers l'objectif de 2,5% du PIB pour le budget national de la recherche.□Relever le défi culturel et audiovisuel. Pour endiguer l'hégémonie culturelle et technologique des Etats-Unis, la France et l'Europe doivent mobiliser tous leurs moyens de création, de production et de diffusion. |
| Emploi, Travail et Insertion Prof. | 285 | Créer 700 000 emplois pour les jeunes, pour moitié dans le secteur public. | I. CHANGEONS LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE. 1.Créer des emplois.700 000 emplois pour les jeunes.□Aujourd'hui, l'Etat dépense des sommes considérables pour favoriser l'emploi des jeunes, qui ne font qu'entretenir le cercle vicieux de la précarité: petits boulots, CDD, "stages" de formation... En simplifiant drastiquement ces aides, sans augmenter les dépenses publiques, notre objectif est de créer 700 000 vrais emplois pour les jeunes, pour moitié dans le secteur public, pour moitié dans le secteur privé. Ces vrais emplois, payés avec un vrai salaire, seront la première étape de l'insertion dans la vie professionnelle. |
| Finances Publiques | 294 | Modifier progressivement l'assiette d'une partie des cotisations patronales, en les faisant reposer sur l'ensemble de la richesse produite par les entreprises et non sur le seul travail. | I. CHANGEONS LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE. 6. Rendre l'impôt plus juste.Baisser la TVA, relever l'ISF. Pour augmenter le pouvoir d'achat en diminuant les prélèvements qui pèsent sur les salaires et sur les petites retraites, une CSG élargie et réformée sera substituée à toutes les cotisations salariales maladie, dans des conditions qui profiteront à l'immense majorité des retraités. Pour favoriser l'emploi, nous diminuerons les prélèvements sociaux pesant sur le travail. Nous modifierons progressivement l'assiette d'une partie des cotisations patronales, en les faisant reposer sur l'ensemble de la richesse produite par les entreprises et non sur le seul travail. De même, la part de la taxe professionnelle pesant sur les salaires sera réduite. Nous allégerons la TVA sur les produits de première nécessité et accroîtrons le dégrèvement social de la taxe d'habitation, afin de concentrer les baisses d'impôts sur les revenus modestes et moyens. Nous instaurerons une contribution plus juste du capital à la solidarité nationale en relevant le barème de l'Impôt de Solidarité sur la Fortune. Enfin nous lutterons efficacement contre la fraude fiscale. |
| Institutions | 357 | Limiter le cumul des mandats | IV. CHANGEONS NOTRE DÉMOCRATIE.2. Moderniser notre vie politique.La modernité, c'est rapprocher l' élu du citoyen.□Nous raccourcirons et harmoniserons la longueur des mandats électifs et fixerons à 5 ans la durée de tous les mandats politiques.□Limitation du cumul des mandats.La modernité, c'est demander aux élus de se consacrer pleinement à leur mission. Nous limiterons strictement le cumul des mandats et des fonctions politiques.□ |

Liste des promesses non tenues*

(Classement par ordre alphabétique de domaine)

Campagne: Législatives 1997

Formation : Parti Socialiste

| Domaine | Identifiant | Substance | Libellé original |
|--------------|-------------|---|--|
| Institutions | 358 | Limiter la durée des mandats | IV. CHANGEONS NOTRE DÉMOCRATIE.2. Moderniser notre vie politique.La modernité, c'est rapprocher l'élu du citoyen.Nous raccourcirons et harmoniserons la longueur des mandats électifs et fixerons à 5 ans la durée de tous les mandats politiques.Limitation du cumul des mandats.La modernité, c'est demander aux élus de se consacrer pleinement à leur mission. Nous limiterons strictement le cumul des mandats et des fonctions politiques. |
| Justice | 352 | Faire relever la carrière de tous les magistrats, du Siège comme du Parquet, du seul Conseil Supérieur de la Magistrature. | IV. CHANGEONS NOTRE DÉMOCRATIE.1. Garantir l'indépendante la justice.Suppression des interventions politiques□La carrière de tous les magistrats, du Siège comme du Parquet, relèvera du seul Conseil Supérieur de la Magistrature, rendu totalement indépendant du pouvoir politique. |
| Justice | 351 | Empêcher le ministre de la Justice d'intervenir, de quelque manière que ce soit, dans les affaires judiciaires individuelles. | IV. CHANGEONS NOTRE DÉMOCRATIE.1. Garantir l'indépendante la justice.Suppression des interventions politiques□Le ministre de la Justice, tout en fixant, dans le cadre des lois votées par le Parlement, les orientations de la politique pénale nationale et en veillant à sa cohérence sur l'ensemble du territoire, ne pourra plus intervenir, de quelque manière que ce soit, dans les affaires judiciaires individuelles. |
| Justice | 350 | Ne plus soumettre au pouvoir politique les nominations de magistrats | IV. CHANGEONS NOTRE DÉMOCRATIE.1. Garantir l'indépendante la justice.Suppression des interventions politiques□Les nominations de magistrats ne doivent plus être soumises au pouvoir politique. |
| Logement | 310 | Faciliter l'accession sociale à la propriété | II. CHANGEONS LA VIE QUOTIDIENNE DES FRANÇAIS 2. Relancer le logement social.300 000 réhabilitations, 150 000 logements neufs par an□La dignité de nos concitoyens qui y habitent l'exige. Nous nous fixons l'objectif de 300 000 réhabilitations et de 150 000 logements neufs par an. Nous faciliterons une accession sociale à la propriété. |
| Logement | 309 | Relancer le logement social.300 000 réhabilitations, 150 000 logements neufs par an | II. CHANGEONS LA VIE QUOTIDIENNE DES FRANÇAIS 2. Relancer le logement social.300 000 réhabilitations, 150 000 logements neufs par an□ La dignité de nos concitoyens qui y habitent l'exige. Nous nous fixons l'objectif de 300 000 réhabilitations et de 150 000 logements neufs par an. |
| Retraites | 308 | Aligner l'évolution des pensions sur celle des salaires nets. | II. CHANGEONS LA VIE QUOTIDIENNE DES FRANÇAIS.1. Défendre et rénover la Sécurité sociale.Préserver la retraite.□Nous consoliderons le système de retraite par répartition, celui de tous les Français, en concertation avec l'ensemble des partenaires sociaux.□Nous revaloriserons les pensions de réversion des Français les plus modestes. Nous alignerons l'évolution des pensions sur celle des salaires nets. |
| Retraites | 306 | Consoliderons le système de retraite par répartition, en concertation avec l'ensemble des partenaires sociaux | II. CHANGEONS LA VIE QUOTIDIENNE DES FRANÇAIS.1. Défendre et rénover la Sécurité sociale.Préserver la retraite.□Nous consoliderons le système de retraite par répartition, celui de tous les Français, en concertation avec l'ensemble des partenaires sociaux.□ |

Liste des promesses non tenues*

(Classement par ordre alphabétique de domaine)

Campagne: Législatives 1997

Formation : Parti Socialiste

| Domaine | Identifiant | Substance | Libellé original |
|------------------------------|---------------------|--|--|
| Santé, Solidarité et Société | 301 | Maîtriser les dépenses de santé de façon négociée et qualitative | II. CHANGEONS LA VIE QUOTIDIENNE DES FRANÇAIS.1. Défendre et rénover la Sécurité sociale. La Sécurité sociale est notre bien commun. La maîtrise des dépenses de santé est indispensable. La refuser, comme l'a longtemps fait la droite, c'est préparer la privatisation de la Sécurité sociale.Nous voulons maîtriser les dépenses de santé mais de façon négociée et qualitative, afin de réduire les gaspillages, de favoriser une meilleure prise en charge des soins actuellement mal remboursés, comme les soins dentaires et la lunetterie. |
| Santé, Solidarité et Société | 299 | Lutter efficacement contre la fraude fiscale. | I. CHANGEONS LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE. 6. Rendre l'impôt plus juste.Baisser la TVA, relever l'ISF. Pour augmenter le pouvoir d'achat en diminuant les prélèvements qui pèsent sur les salaires et sur les petites retraites, une CSG élargie et réformée sera substituée à toutes les cotisations salariales maladie, dans des conditions qui profiteront à l'immense majorité des retraités. Pour favoriser l'emploi, nous diminuerons les prélèvements sociaux pesant sur le travail. Nous modifierons progressivement l'assiette d'une partie des cotisations patronales, en les faisant reposer sur l'ensemble de la richesse produite par les entreprises et non sur le seul travail. De même, la part de la taxe professionnelle pesant sur les salaires sera réduite. Nous allégerons la TVA sur les produits de première nécessité et accroîtrons le dégrèvement social de la taxe d'habitation, afin de concentrer les baisses d'impôts sur les revenus modestes et moyens. Nous instaurerons une contribution plus juste du capital à la solidarité nationale en relevant le barème de l'Impôt de Solidarité sur la Fortune. Enfin nous lutterons efficacement contre la fraude fiscale. |
| Santé, Solidarité et Société | 321 | Rétablissement des droits fondamentaux au mariage, à la vie en famille et du droit d'asile, ainsi que du code de la nationalité dans sa vision républicaine. | II. CHANGEONS LA VIE QUOTIDIENNE DES FRANÇAIS.5. Maîtriser l'immigration et réussir l'intégration.Supprimer les lois Pasqua-Debré□ Nous supprimerons les lois Pasqua-Debré. Nous rétablirons les droits fondamentaux au mariage, à la vie en famille et le droit d'asile, ainsi que le code de la nationalité dans sa vision républicaine. |
| Sécurité publique | 311 | Assurer la sécurité des Français grâce à 50 000 agents supplémentaires | II. CHANGEONS LA VIE QUOTIDIENNE DES FRANÇAIS.3. Assurer la sécurité des Français.50 000 agents supplémentaires. Nous donnerons la priorité à la sécurité de proximité en affectant, dans le cadre des emplois de proximité, 35 000 personnes à des contrats locaux de sécurité. Par redéploiement, 10 000 fonctionnaires de police seront affectés à cette mission prioritaire et 5 000 seront recrutés, pour un total de 50 000 agents supplémentaires. |
| Service Public | 343 | Refuser la privatisation des services publics et leur transformation en objet de profit. Préserver l'avenir des services publics, mais en les rénovant. Plus efficaces, plus proches des citoyens, plus responsabilisés. | I. CHANGEONS LA VIE QUOTIDIENNE DES FRANÇAIS.10. Renforcer et rénover les services publics.Stopper les privatisations□ Des services publics de qualité, garantissant à tous l'égalité d'accès et de traitement, à Paris ou en province, dans les villes ou les campagnes : voilà ce que les citoyens sont en droit d'attendre de l'Etat. Sécurité, éducation, transports, santé, poste, télécommunications : ces services publics doivent être garantis à tous les Français. Nous considérons que "le service public à la française" est un exemple. Nous refusons la privatisation des services publics et leur transformation en objet de profit. Nous voulons préserver l'avenir des services publics, mais en les rénovant. Plus efficaces, plus proches des citoyens, plus responsabilisés : c'est ainsi que nous les voulons à l'avenir. |
| Transports | 325 | Donner la priorité aux transports collectifs par le développement du service public du rail, le développement des transports en commun en ville, par l'incitation au transport de marchandises par le rail. | I. CHANGEONS LA VIE QUOTIDIENNE DES FRANÇAIS.6. Protéger l'environnement.Nous donnerons la priorité aux transports collectifs par le développement du service public du rail, le développement des transports en commun en ville, par l'incitation au transport de marchandises par le rail. |

Liste des promesses non tenues*

(Classement par ordre alphabétique de domaine)

Campagne: Législatives 1997

Formation : Parti Socialiste

| Domaine | Identifiant | Substance | Libellé originel |
|------------|-------------|--|--|
| Transports | 326 | Rééquilibrer la fiscalité des différents carburants en fonction de leur caractère plus ou moins polluant | I. CHANGEONS LA VIE QUOTIDIENNE DES FRANÇAIS.6. Protéger l'environnement.Nous rééquilibrerons la fiscalité des différents carburants en fonction de leur caractère plus ou moins polluant. |